

La crise capitaliste, la dette publique, le productivisme..., comment tout ça est lié ?

Jean-Marie Harribey

8 décembre 2011

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2011/12/08/la-crise-capitaliste-la-dette-publique-le-productivisme-comment-tout-ca-est-lie>

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy se sont mis d'accord pour proposer à leurs partenaires européens de constitutionnaliser le nouveau triple A qui vient de sortir : Austérité salariale + Austérité monétaire + Austérité budgétaire. Et nombreux éditorialistes d'approuver à l'instar de : « L'accord Berlin-Paris, enfin une bonne note » (Éditorial du *Monde*, 7 décembre 2011).

En bonne pédagogie, quand on attribue une note, on doit s'appuyer sur des référentiels. Qu'on en juge...

L'origine de la crise de l'euro ? La dette grecque ou bien trop de dépenses publiques ! Rien sur les politiques menées depuis plus de trente ans : circulation des capitaux, dérégulation et liberté des marchés financiers, défiscalisation des riches, baisse relative des salaires et hausse importante des dividendes qui sont recyclés en placements financiers, emballement du crédit pour nourrir la spéculation, récession aggravée par l'austérité, etc.

La solution ? La règle d'or imposant l'équilibre budgétaire à tout jamais, quels que soient les circonstances et les besoins collectifs, sous peine de sanctions financières encore plus sévères que celles prévues par le Pacte de stabilité ! Rien pour que la Banque centrale européenne soit une vraie banque centrale^[1] autorisée à prêter directement aux États. Rien pour que, à défaut, le Fonds européen de stabilisation financière et le Mécanisme européen de stabilisation qui lui succèdera à partir de juin 2012, ne jouent ce rôle. Rien donc qui permettrait de stopper net la hausse des taux d'intérêt exigés sur les bons d'État, véritable usure moderne.

La nature de la crise

Comment interpréter cet « aveuglement au désastre »^[2], cette obstination ou ce cynisme, c'est selon ? On a affaire à une crise du capitalisme qui est, d'une part, une crise de suraccumulation classique (parfaitement analysée par Marx au XIX^e siècle) faite de surproduction et de baisse du taux de profit et, d'autre part, une impasse productiviste car la barrière des ressources naturelles rend impossible une accumulation infinie. C'est-à-dire une crise inédite qui, par son ampleur et sa multidimensionnalité, met au grand jour la difficulté de faire produire toujours davantage de valeur au travail, que l'on ne peut exploiter au-delà d'une certaine limite, et à la condition qu'il y ait une base matérielle suffisante. Face à cette crise, le néolibéralisme – cette idéologie et cette pratique de gestion de la société au bénéfice exclusif de la haute bourgeoisie mondiale – est en train de s'évoluer. Dans les milieux alternatifs, notamment l'altermondialisme, on a trop souvent commis une double erreur : viser le libéralisme au lieu du capitalisme et confondre les différentes facettes du néolibéralisme.

Le néolibéralisme comporte plusieurs variantes. La plus connue, parfois appelée ultra-libéralisme, est prônée par les libertariens et les deux principaux théoriciens de l'école autrichienne, Ludvig von Mises et Friedrich von Hayek. Pour ce dernier, en particulier, la société est capable de s'autoréguler par le seul exercice de la liberté individuelle et la monnaie ne doit procéder que des banques privées sans banque centrale. En complément, les économistes dits de l'offre ont soutenu que trop d'impôt tue l'impôt en s'aidant d'une courbe dite de Laffer jamais démontrée. Une deuxième variante du néolibéralisme est incarnée par le monétarisme de Milton Friedman qui, pour combattre les idées keynésiennes, a théorisé que, non seulement la monnaie est neutre, c'est-à-dire qu'elle ne peut exercer d'influence sur l'activité économique autre qu'inflationniste, mais qu'il fallait en plus neutraliser la politique monétaire, notamment en rendant les banques centrales indépendantes des pouvoirs politiques.^[3] La troisième variante du néolibéralisme est l'ordo-libéralisme, théorisé dans l'entre-deux-guerres par Wilhelm Röpke et Walter Eucken, qui vise à laisser le marché réguler la société avec le concours d'un État fort qui encadre juridiquement cette régulation dans une « économie sociale de marché », comme dans l'« économie sociale de marché » de l'Allemagne d'après-guerre conduite par Ludwig Erhardt.

C'est de cette variante-là que se rapproche le plus l'accord passé entre Merkel et Sarkozy pour l'imposer à toute l'Europe. Rien ne sera fait pour contrer la toute-puissance des marchés financiers, et la BCE restera la fidèle gardienne de l'orthodoxie monétaire, pendant que la règle d'or des finances publiques encadrera la politique fiscale et budgétaire des États. Pour couronner le tout, la Cour européenne de justice sera appelée à sanctionner. On voit mal où et comment les citoyens pourraient dire leur mot.

Quelle transition ?

Ceux qui, au nom d'une autre idée de l'Europe, avaient combattu le traité de Maastricht, puis le projet de traité constitutionnel, puis le traité de Lisbonne, avaient raison : la logique de ces traités nous plaçait au centre de l'engrenage conduisant à la crise mondiale. Si l'an prochain, François Hollande et le PS s'engageaient à suivre Merkel et Sarkozy, il faudrait dire adieu pour un bon bout de temps à la transformation sociale.

On ne peut être davantage rassuré par les explications pour le moins étonnantes d'un écologiste de renom, Alain Gras^[4], qui nous dit que l'explosion de la dette publique provient de trop de croissance économique et que le choc pétrolier de 1973 a déclenché le processus d'endettement public qui a conduit à interdire le recours du financement auprès de la Banque de France, alors que cette décision est antérieure de près d'un à ce choc et qu'elle a été prise pour pouvoir développer un marché des obligations publiques, ainsi que l'a rapporté son auteur, Valéry Giscard d'Estaing.

Qu'il n'y ait pas d'ambiguïté : la crise systémique dans laquelle le capitalisme a plongé le monde est double, suraccumulation de capital et impasse productiviste, mais le raccourci consistant à attribuer l'explosion de la dette publique à une inconscience écologique est faux, absurde, ou tout simplement idéologique pour justifier une option discutable : diminuer la production pour sortir de la récession !

D'un côté, Hollande nous promet la croissance économique pour sortir de la crise de la dette publique, de l'autre Gras nous dit que c'est au contraire la décroissance qui nous l'aurait

évitée et qui nous en défera. Aucun n'a l'idée d'une *transition* pour passer d'une trajectoire productiviste à une autre, écologique.

Les gérants du capitalisme, eux, comprennent qu'il leur faut assurer une transition vers moins de démocratie pour sauvegarder ce qui est essentiel à leurs yeux : la rente financière pour le capital. Décidément, le mot de Keynes, « euthanasie de la rente », n'a jamais eu autant d'actualité.

[1] Voir mes textes précédents sur ce blog ainsi que celui publié par *le Monde*, 6 décembre 2011, « [Pour une vraie Banque centrale européenne](#) », et celui publié par *Politis*, 8 décembre 2011, « [Wanted : Banque centrale](#) ».

[2] La formule déjà ancienne est d'André Orléan. Celui-ci signe un très bon article dans *Le Monde* du 2 décembre 2012 « Il faut définancieriser l'économie ». Prochainement sera publié le débat que j'ai eu avec lui sur son dernier livre *L'empire de la valeur, Refonder l'économie*, Seuil, 2011. Il y a un paradoxe : d'un côté, A. Orléan pense que l'évaluation financière n'obéit qu'à un phénomène de mimétisme, déniait toute considération objective fondamentale sous-jacente aux prix des actifs financiers comme à ceux des biens et services, ces prix n'ayant aucun fondement en termes de travail, et, de l'autre, il déplore que les marchés financiers ne fournissent pas une « juste valorisation des activités productives » dont il a nié auparavant la possibilité de l'existence.

[3] Voir J.M. Harribey, « [Les chemins tortueux de l'orthodoxie économique](#) ».

[4] Alain Gras, « La décroissance aurait évité le pire », *Le Monde*, 2 décembre 2011, et « La dimension technologique de la dette », *La Décroissance*, décembre 2011.